



AFRIQUE/NIGERIA - Pour les Evêques, « le Nigeria est au bord du gouffre. La prière est indispensable pour ramener la paix »

Abuja (Agence Fides) - L'amnistie en faveur des membres de la secte Boko Haram ne doit pas constituer un « aval à la criminalité » mais un acte d'équité et de justice. C'est ce qu'ont affirmé les Evêques du Nigeria au travers d'une déclaration à la presse portant la signature de S.Exc. Mgr Ignatius Ayau Kaigama, Archevêque de Jos et Président de la Conférence épiscopale du Nigeria. Le document, intitulé « Sauvons le Nigeria du krach », souligne que « une amnistie authentique doit offrir le pardon aux militants repentants et non pas amadouer les criminels et leurs sponsors afin de conserver le calme ».

Les Evêques, s'ils espèrent d'un côté que l'Etat d'urgence proclamé dans trois Etats du nord-est du pays pourra « atteindre les objectifs souhaités », invitent de l'autre le gouvernement à continuer « à explorer les voies de dialogue les plus efficaces afin de ramener la normalité dans notre pays ».

Retraçant la genèse de la crise causée par Boko Haram, les Evêques notent que « ce qui était au départ un simple affrontement entre les forces de l'ordre et les membres de la secte islamique Boko Haram a dégénéré depuis lors en ce qui peut être mieux décrit comme un conflit de basse intensité, surtout dans certains Etats du nord du pays ». A cela s'ajoute « une série d'autres crises dans d'autres zones du pays, telles que la diffusion de vols à main armée, des enlèvements et des affrontements intercommunautaires, qui font que le Nigeria se trouve désormais presque au bord du gouffre ».

« Malheureusement, l'ensemble du système de sécurité de l'Etat semble totalement dépassé par les agents des ténèbres » note le document.

Suggérant les voies de sortie de la crise, les Evêques soulignent entre autre chose l'importance de la prière, « moyen indispensable afin de ramener l'ordre dans le pays ». (L.M.) (Agence Fides 22/05/2013)